

Liberté syndicale, conventions collectives, congés payés, semaine de 40 heures..., le Front populaire inscrit il y a quatre-vingts ans des réformes sociales qui feront date.

1936 : les avancées sociales historiques du Front populaire



Les ouvriers de Bécon-les-Bruyères (30 mai 1936), comme près de 2 millions dans toute la France, occupent les usines pour faire pression sur le patronat.

théorique du Parti socialiste (SFIO). Fonds national de chômage, grands travaux, relèvement des prix agricoles et donc du revenu des paysans, réduction du temps de travail..., toutes ces mesures ont pour but de relancer le pouvoir d'achat et la consommation, ce qui est censé en retour stimuler la production. En matière de réformes structurelles, l'Etat renforcera son contrôle sur la Banque de France, alors privée et dominée par les grosses fortunes (« les 200 familles »). Quelques Offices (du blé, de l'azote et des potasses) seront également créés pour contrôler les prix et les revenus agricoles.

Ce programme rompt avec les politiques déflationnistes antérieures, et notamment celle menée depuis 1935 par le gouvernement du radical Pierre Laval avec de fortes baisses des dépenses publiques. Il ne prévoit pas pour autant de dévaluation pour rendre plus compétitifs les produits français, à l'instar de ce qui s'est fait en 1931 au Royaume-Uni et en 1934 aux Etats-Unis.

Depuis la difficile stabilisation du franc en 1926-1928 (à un niveau qui correspond au cinquième de sa valeur-or d'avant 1914), la parité-or du franc est défendue bec et ongles par tous les gouvernements successifs, car elle est perçue comme garante d'une saine gestion.

Les accords de Matignon

Le gouvernement de Léon Blum, sans les communistes qui ont choisi le soutien à l'Assemblée sans participation^[1], va devoir faire avec un calendrier bouleversé. En effet, le gouvernement n'est pas encore en place qu'une immense vague de grèves déferle sur le pays. Cette mobilisation est en grande majorité spontanée. La philosophe Simone Weil, qui a travaillé en usine, en a bien perçu les motivations profondes : « Il s'agit, après avoir toujours plié, tout subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des

Nous agissons à l'intérieur du régime social actuel, de ce même régime dont nous avons démontré les contradictions et l'iniquité au cours de notre campagne électorale. (...)

Il s'agit de savoir s'il est encore possible de distribuer une petite ration de justice et de bien-être, une grande ration d'espoirs. » Ainsi s'exprimait Léon Blum il y a quatre-vingts ans, le 31 mai 1936, devant le congrès socialiste de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) au lendemain des élections législatives des 26 avril et 3 mai, victorieuses pour la gauche unie.

Le programme du Rassemblement populaire – vite rebaptisé Front populaire, une alliance entre radicaux, socialistes et communistes – est un plan anti-crise réformiste, très modéré, beaucoup plus proche du programme du Parti radical que de l'anticapitalisme



« Semaine des 40 heures », affiche de Léon Blot de 1936 pour l'Ordre et bon sens, une organisation patronale de droite. Les 40 heures sont la cible privilégiée des adversaires du Front populaire.

miers congés payés (deux semaines), le passage à la semaine de 40 heures (dont les modalités doivent être définies par branche) et l'obligation de négocier dans chaque branche des conventions collectives.

Congés payés et hausse des salaires se conjuguent pour entraîner une progression du coût du travail moyen de 20 %, avant même l'application des 40 heures sans réduction de salaire.

Le gouvernement se retrouve alors contraint de dévaluer le franc. D'abord, parce que l'augmentation des coûts salariaux a fait grimper les prix (d'autant que le gouvernement n'a pas institué de contrôle en la matière). Ensuite, parce que, depuis les dévaluations anglo-saxonnes, les prix français sont surévalués. Enfin, en raison de l'évasion des capitaux due au mouvement social, à l'absence de contrôle des changes et à l'hostilité de la bourgeoisie à ce gouvernement de gauche. En septembre 1936, en accord avec le Royaume-Uni et les États-Unis, le franc est dévalué de 30 %.

Vifs débats autour des 40 heures

Si les congés payés ne font guère débat, la dévaluation est en revanche vivement attaquée par les libéraux. Ils y voient une conséquence de la politique « laxiste » de la gauche en passe d'être encore aggravée par l'application de la loi sur les 40 heures. Sa généralisation, négociée par branche, dure un an. C'est elle qui est la cible des attaques les plus violentes de la part des adversaires du Front populaire : elle est accusée d'augmenter les coûts salariaux et d'entraîner un ralentisse-

années, d'oser enfin se redresser. » La protestation, qui part de secteurs très peu syndiqués, est clairement dirigée en premier lieu contre le patronat, et les grévistes espèrent l'aide du gouvernement. Tout le monde est frappé par l'ampleur du mouvement : plus de 12 000 grèves, près de 2 millions de personnes mobilisées.

Plus encore, c'est la forme que prend le mouvement – « la grève sur le tas » – qui marque les esprits. Pour empêcher les patrons d'utiliser leur arme habituelle, le *lock-out* (licencier tout le monde et ne pas réembaucher les « meneurs »), les salariés occupent les usines et y font la fête, tout en respectant et entretenant la plupart du temps scrupuleusement l'outil de travail.

Le patronat s'étrangle mais fait néanmoins le dos rond, satisfait au fond que le gouvernement à peine installé mette tout son poids pour arbitrer le conflit. Les accords de Matignon, signés sous la houlette de Léon Blum dans la nuit du 7 au 8 juin 1936 par la Confédération générale du travail (CGT)^[2] et la Confédération générale de la production française (CGPF, l'ancêtre du Medef), entérinent la liberté d'adhérer à un syndicat pour les salariés, l'élection de délégués d'atelier, et une augmentation générale des salaires de 7 % pour les plus hauts salaires, de 15 % au bas de l'échelle. La CGT soutient la reprise du travail contre l'engagement patronal à ne prendre aucune sanction pour fait de grève. Il faudra cependant attendre la fin du mois pour que la vague gréviste se retire.

L'Assemblée nationale, quant à elle, vote dès les 11 et 12 juin trois mesures sociales majeures : les pre-

« Il s'agit, après avoir toujours plié, tout subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des années, d'oser enfin se redresser »

SIMONE WEIL, philosophe

ment de la production, alors même que ses effets sur la baisse du chômage semblent réduits.

Les débats sont particulièrement vifs fin 1936-début 1937, alors que le pays connaît une brève reprise : quelle part attribuer à la dévaluation, à la politique du pouvoir d'achat ou à la reprise mondiale dans cette embellie ? La rechute est-elle imputable à la mise en œuvre des 40 heures ? Ou bien à l'impossibilité d'augmenter la productivité du travail ou encore de se mettre d'accord dans les entreprises sur les assouplissements horaires permis par la loi ?

[1] Plusieurs raisons à cela : ne pas porter directement la responsabilité des décisions, pouvoir faire pression de l'extérieur par leur influence grandissante dans le monde ouvrier, ne pas faire peur au « bourgeois » et ne pas affaiblir du même coup un gouvernement antifasciste allié objectif de l'URSS.

[2] Issue de la réunification syndicale de 1935, la CGTU communiste rejoignant la CGT, où militent socialistes mais aussi syndicalistes de divers courants de gauche et d'extrême gauche.

► Une enquête sur l'industrie française réalisée par des hauts fonctionnaires fin 1937 souligne le climat de méfiance qui règne dans les usines. Le patronat rêve de reprendre le plus vite possible ce qu'il a dû céder sous la pression de la grève et du gouvernement. Les ouvriers n'ont nulle envie de consentir aux exigences d'intensification du travail sous les ordres de cadres encouragés par le patronat à s'organiser contre les syndicats ouvriers. Le temps est, en France, à la lutte des classes.

Le patronat lui-même se réorganise et va profiter de l'affaiblissement, puis de la dislocation du Front populaire. Le contexte extérieur joue alors un grand rôle. D'abord, la guerre civile espagnole, allumée par l'armée contre le gouvernement du *Frente Popular* dès juillet 1936, divise le gouvernement. Les communistes soutiennent la République espagnole. Les radicaux, d'accord en cela avec l'allié anglais, s'y op-

posent, craignant un engrenage guerrier. Blum se résigne, le cœur serré, à la non-intervention. Par ailleurs, la prudente politique d'extension de la citoyenneté française à 21 000 membres de l'élite musulmane d'Algérie (diplômés, militaires, fonctionnaires) est étouffée dans l'œuf par le lobby colonial, puissant chez les radicaux. Enfin et surtout, la politique agressive de l'Allemagne nazie contraint les gouvernements du Front populaire à augmenter les dépenses militaires : en 1937, elles représentent 30 % du budget de l'Etat français, contre 21 % en 1935, alors même que les dépenses

économiques et sociales ont diminué de 22,7 % à 19,4 % [3]. Le Front populaire n'a plus ni l'unité politique ni les moyens financiers pour poursuivre une politique violemment combattue par le patronat. Il doit de plus faire face à la haine antisocialiste, anticommuniste et antisémite (contre Léon Blum en particulier) et calomnie-

Dès 1937, le patronat se réorganise et va profiter de l'affaiblissement, puis de la dislocation du Front populaire

ENTRETIEN POSTHUME



Léon Blum (1872-1950)

« Le patronat français s'est montré un bien piètre collaborateur »

Les préoccupations de Léon Blum ressemblaient pour partie aux nôtres : politique budgétaire, rôle du patronat, marges des entreprises, mondialisation... Entretien posthume avec le leader socialiste.

L'Europe court après la réduction des déficits budgétaires. Cela vous paraît-il une bonne politique ?

Léon Blum : En dépit des propos ministériels et des campagnes de la grande presse, aucun homme de bon sens ne croit plus que l'équilibre comptable du budget soit la condition d'une reprise des affaires ; personne ne croit plus que la compression des salaires publics soit la condition d'un équilibre réel du budget. Tout le monde commence au contraire à se rendre compte plus ou moins dis-

tingement que le budget dépend de l'économie générale et non l'économie générale du budget, que la recherche d'un faux équilibre n'a fait qu'étendre et approfondir la crise, et que le soulagement de la crise achèverait seul vers un équilibre véritable.

Pour autant, peut-on tout attendre de la reprise ?

Je n'entends nullement nier l'utilité ou l'efficacité relative d'un bon programme de réforme fiscale et financière. Nous avons toujours été

soucieux de l'ordre financier ; nous l'avons prouvé par nos projets positifs. Il faut réprimer la fraude. Il faut simplifier et desserrer le système des impôts. Il faut redistribuer le budget selon le caractère permanent ou terminable des dépenses. Il faut demander une plus large part de contribution à la richesse acquise et surtout à la richesse morte.

Les marges des entreprises françaises remontent, mais l'investissement n'est pas au rendez-vous. Qu'en pensez-vous ?

Il faut, dans le travail et dans la production, l'ordre, la discipline, l'accroissement de rendement, la réduction des prix de revient. Mais si la coopération du travail est nécessaire, la coopération du capital l'est aussi dans notre régime. Le capital français, créé par le travail français, doit lui aussi son écot, sa quote-part, et il n'a pas le droit de refuser, il n'a pas le droit de faire grève !

Vous avez mené une vaste réorganisation des conditions de production. Comment jugez-vous l'action du patronat ?

trice contre le ministre de l'Intérieur Roger Salengro, poussé au suicide par une extrême droite déchaînée.

La démocratisation des loisirs

En moins de deux ans, dans l'adversité, le Front populaire a su pourtant initier une nouvelle politique sociale, en harmonie avec une nouvelle politique de l'éducation, de la culture et des loisirs. Autour du ministre de l'Education nationale Jean Zay, épaulé par Jean Perrin et Irène Joliot-Curie pour la recherche ou Léo Lagrange pour les loisirs, le sport et l'éducation physique, la démocratisation est en route. La prolongation de la scolarité obligatoire à 14 ans, la compatibilité entre tous les programmes scolaires, l'organisation de l'orientation,



Association Camping et culture dans le Val-d'Oise en 1936. Léo Lagrange a favorisé le développement du sport et du tourisme pour tous.

les multiples expérimentations pédagogiques (comme l'introduction de l'éducation physique obligatoire) préparent une refondation de l'Education nationale pour tous en trois niveaux (primaire, secondaire, supérieur) qui verra le jour pendant les Trente Glorieuses. La popularisation de la science se concrétise avec les fondations du Musée de l'homme ou du Palais de la découverte. Et Léo Lagrange favorise le développement des associations de

sport et de tourisme pour que les salariés puissent profiter au mieux de leur temps libéré. Dans ces domaines aussi le Front populaire a, en peu de temps, durablement marqué la société française.

■ Gérard Vindt

[3] Robert Frankestein, « Intervention étatique et réarmement en France 1935-1939 », *Revue économique* vol. 31, n° 4, 1980, p. 746.

Le patronat français s'est montré un bien piètre collaborateur. Pas de hardiesse de vue, pas de grands desseins, pas d'esprit d'entreprise, pas de sens du risque, pas de désintéressement, une sorte de comptabilité mesquine fondée sur la supputation immédiate du profit ou de la perte, rabaissant la politique industrielle à des calculs de boutique.

Côté patronat, on se plaint que ce sont les ouvriers qui ne comprennent pas les nouvelles lois de l'économie qui réclament plus de flexibilité.

Quand on s'adresse aux ouvriers en leur reprochant de méconnaître l'esprit des lois nouvelles, ils répondent : on nous demande un effort de travail, mais les patrons ont-ils fait de leur côté un effort de méthode, d'organisation, d'investissement ? Ont-ils édifié de nouveaux bâtiments, installé de nouvelles machines, multiplié les équipes, formé les spécialistes ? Non. Et c'est à nous qu'on vient demander de combler les lacunes ou les

retards dus à cette impéritie par des sacrifices que l'on retournera demain contre nous !

La France irait-elle mieux en sortant de la mondialisation ?

Une économie nationale, aussi longtemps qu'elle reste ouverte aux lois de la concurrence et au courant des échanges, aussi longtemps qu'elle conserve le caractère d'un marché et qu'elle recherche des débouchés, est soumise à l'équilibre du milieu dans lequel elle est baignée, et qui n'est autre que l'économie universelle. Une loi commune, un usage commun s'impose à elle, et si elle brave trop hardiment ce code universel, chaque infraction l'expose à de dures sanctions dans l'ordre commercial, dans l'ordre monétaire et même, par voie de conséquence,

dans l'ordre politique.

Pour y échapper, il faut donc nécessairement, ou bien que la nation réformatrice ferme ses portes de communication avec le dehors, coupe le courant normal de la concurrence et

des échanges, et s'enclose rigoureusement dans les cadres d'une autarcie despotique – comme ont fait la Russie soviétique et l'Allemagne nazie –, ou bien qu'elle accepte de devenir la partie d'un tout et de loger son action propre dans une action de caractère universel. La France répugne à la première solution ; elle devra donc appliquer toute sa volonté à faire prévaloir la seconde.

Une telle prise de position suscite aujourd'hui un courant de réaction nationaliste.

Ce dont je suis pleinement convaincu, c'est que patriotisme et humanisme, ou, si l'on veut, amour de la patrie nationale et de la patrie internationale sont des sentiments compatibles dans leur essence. D'une part, l'attachement à la Nation et, d'autre part, la « charité du genre humain », comme disait un grand ancien, peuvent cohabiter dans la même conscience aussi naturellement que le patriotisme et l'amour de la famille, que le patriotisme et une croyance religieuse.

Propos recueillis par Christian Chavagneux*

* A partir d'éditoriaux de Léon Blum dans le journal *Le Populaire* du 3 avril 1934 et du 24 octobre 1935, de son intervention à l'Assemblée nationale du 15 juin 1937 et de son livre *À l'échelle humaine*, Gallimard, 1945.

« Il faut réprimer la fraude, simplifier et desserrer le système des impôts »